

Confrontations stratégiques et risques nucléaires en Asie de l'Est

Nobumasa AKIYAMA

| Doyen, professeur de relations internationales,
Hitotsubashi University.

Par le passé, lorsque nous parlions du contrôle des armes nucléaires et de la dissuasion, on avait tendance à se concentrer sur les relations transatlantiques. Cependant, les questions nucléaires dans l'Asie de l'Est comportent des enjeux de sécurité majeurs qui préoccupent de plus en plus la communauté internationale. L'absence d'accord et de dialogue en Asie de l'Est complique la définition de la stabilité et entrave les efforts de réduction des risques nucléaires.

Actuellement, l'environnement sécuritaire en Asie de l'Est est structuré par trois phénomènes. Tout d'abord, les arsenaux nucléaires de la Chine et de la Corée du Nord croissent rapidement. Ces expansions inquiètent les pays voisins, et notamment le Japon et la Corée du Sud. Ensuite, l'expansion de l'arsenal chinois crée un *missile gap*, un écart en matière de missiles aux niveaux mondial et régional. Enfin, il y a un essor des menaces perçues en relation avec les situations conflictuelles régionales, notamment dans le détroit de Taïwan ou dans la péninsule coréenne. Le développement militaire de la Chine et le développement d'une stratégie de dissuasion plus incisive et de capacités de déni de zone constituent des menaces pour les pays voisins. De plus, l'amélioration rapide de la technologie nucléaire de la Corée du Nord suscite des inquiétudes quant à ses intentions et au risque de conflit dans la péninsule coréenne. Cet essor des tensions s'accompagne d'un enchevêtrement des périls et des risques dans différents domaines. Ces risques en Asie sont corrélés aux armes nucléaires, aux forces conventionnelles, mais également à des activités non-militaires telles que des attaques cyber, les campagnes de propagande et la guerre dans l'Espace.

L'une des questions les plus importantes est de savoir comment le Japon et la Corée du Sud voient les implications de la guerre en Ukraine en ce qui concerne la crédibilité de la dissuasion élargie. Les déclarations nucléaires menaçantes de Vladimir Poutine ou de ses ministres contribuent à entretenir des craintes et des

risques nucléaires, en Ukraine et partout dans le monde. Cependant, le conflit russo-ukrainien n'est pas le seul facteur d'aggravation de ce risque en Asie de l'Est.

La Chine

La Chine en est la source principale en raison du développement de son arsenal nucléaire. On assiste en effet à l'apparition d'un *missile gap*, une disparité entre les capacités de la Chine et celles de la région. L'Empire du Milieu cherche à se doter de 1 500 têtes nucléaires supplémentaires pour 2035, tout en développant des vecteurs plus performants. Or, le Japon et la Corée n'ont aucune tête nucléaire. La Chine veut aussi rattraper l'arsenal des États-Unis. Les *ICBM* (missiles balistiques intercontinentaux) chinois ont désormais une portée suffisante pour frapper le sol américain depuis un sous-marin en mer de Chine. Certes, Pékin continue à avoir un arsenal plus faible que Washington ou Moscou qui possède chacun probablement 5 000 à 6 000 têtes. Néanmoins, la Chine n'étant pas signataire du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (*INF*), elle peut étendre son arsenal dans ce domaine. Cela lui confère un avantage stratégique par rapport aux États-Unis, seul autre concurrent nucléaire dans la région, les Américains étant signataires du FNI ⁽¹⁾. Si ce traité a permis de stabiliser la course aux armements en Europe, il soulève maintenant la question de savoir comment traiter le « *missile gap* ».

En parallèle, la Chine améliore aussi la résilience de sa dissuasion contre les États-Unis avec des missiles à propulsion solide *TEL*, type *TEL DF-31*, des missiles intercontinentaux, et des missiles *DF-41* à plus longue portée. Il semble donc que la stratégie nucléaire chinoise opère un basculement d'une dissuasion minimale à une dissuasion limitée qui entraînerait des représailles assurées. De même, hier, la Chine affirmait qu'elle appliquait une doctrine de non-emploi en premier – *no first use*. Cela signifiait que le pays s'engageait à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier mais à riposter. Certains signes cependant semblent indiquer que Pékin pourrait abandonner cette position traditionnelle. En effet, le pays investit énormément dans les systèmes d'alerte précoce ; il mène des manœuvres avec des scénarios de mise en alerte de ses lanceurs. Les stratèges américains et japonais commencent donc à supposer qu'il ne faudrait pas se fonder entièrement sur les déclarations de Pékin concernant sa doctrine nucléaire. L'incertitude, de toute façon, l'emporte. La Chine ne publiant aucune information sur ses capacités nucléaires ou sur sa doctrine, il est naturel de prendre l'hypothèse du scénario le plus risqué et de ne pas se fier à la politique chinoise du non-premier emploi.

La Corée du Nord

Dans la péninsule coréenne, les tensions sont principalement le fait de la Corée du Nord, un acteur majeur des confrontations stratégiques dans la région.

⁽¹⁾ Note de la Chaire GESC : Même s'ils en sont sortis en 2019.

Le pays cherche à renforcer ses capacités nucléaires, à la fois en augmentant le nombre d'ogives nucléaires qu'il possède, mais aussi la qualité et la diversité de ses vecteurs. Il mène des essais de missiles avec un taux de succès élevé. En 2022, la Corée du Nord a lancé plus de 70 missiles, dont des différents et avec plusieurs types de vecteurs. Ce développement technologique rapide laisse supposer qu'un autre acteur aide le pays. La Corée du Nord continue ainsi à augmenter ses stocks d'armes. Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le pays a terminé la construction d'un réacteur à eau légère, qui permet de produire du plutonium fissionable, un matériau qui peut être utilisé pour la production de têtes nucléaires.

En parallèle, la Corée du Nord mène une politique plus hostile envers la Corée du Sud, la menaçant ouvertement. La Corée du Nord a officiellement abandonné l'idée d'unification de la péninsule et a changé sa constitution. Son choix de se doter d'armes nucléaires tactiques manœuvrables paraît par conséquent aussi politique que stratégique. Ces armes pourraient être utilisées par la Corée du Nord contre la Corée du Sud dans une guerre ou pour obtenir l'avantage que procure dans une crise la coercition nucléaire.

La problématique de Taïwan

Il faut aussi évoquer la question de Taïwan. Si vous demandiez aux Japonais qu'elle est la guerre la plus probable en Asie de l'Est, la plupart répondraient : une guerre contre Taïwan. Quels scénarios possibles pourraient voir une crise escalader jusqu'au niveau d'un conflit déclaré ? Il y en a trois que je vais essayer de vous exposer. Tout d'abord, la Chine pourrait décider d'attaquer des îles autour de Taïwan. Cette action permettrait de saper l'autorité du gouvernement taïwanais et d'obtenir le contrôle de la mer de Chine méridionale. Le risque pour Taïwan d'être subjugué s'élargirait. La sécurité et la sûreté des voies maritimes de communication ne seraient plus acquises. Cela pourrait engendrer un nouveau scénario dans lequel la Chine organise un blocus de Taïwan qui dégrade fortement l'économie taïwanaise, ce qui préoccupe beaucoup les pays de la région.

Une autre possibilité, qui n'est pas incompatible avec le premier scénario, est une guerre hybride. La Chine pourrait s'employer à renverser le gouvernement taïwanais par des cyberattaques, des opérations de sabotage ou de désinformation. Ces attaques pourraient aboutir à l'établissement d'un nouveau gouvernement favorable à la réunification avec la Chine continentale. Ces attaques ont cependant une efficacité limitée. Les actions de désinformation, notamment, semblent les moins efficaces, bien qu'elles soient très présentes. La majorité de la population taïwanaise, qui n'a jamais connu le contrôle de la Chine continentale sur leur île, est en effet moins sensible à ce type de menées.

Le troisième scénario est celui d'une guerre de haute intensité, à l'image de celle menée en Ukraine par la Russie, probablement en conjonction avec les outils de guerre hybride mentionnés précédemment. Le Japon est très hostile à une invasion de Taïwan par la Chine continentale. L'ancien Premier ministre japonais Taro Aso (2008-2009) a récemment affirmé que tout risque pour Taïwan est une menace existentielle pour le Japon. Si Taïwan tombait en effet sous contrôle chinois, il y aurait probablement une remise en cause sérieuse de la libre circulation sur les voies maritimes de communication pour le Japon. Ensuite, si la Chine venait à envahir Taïwan, toute l'architecture de sécurité de la région serait en péril. Si les États-Unis intervenaient, ils auraient recours aux moyens dont ils disposent au Japon ; Tokyo n'aurait pas d'autre choix que d'accompagner Washington dans sa démarche.

Imbrication des risques

Ayant abordé les risques d'un conflit taïwanais et de l'accumulation d'armes nucléaires par la Chine et par la Corée du Nord, comment les articuler entre eux ? Un scénario de crise peut toujours évoluer. Évidemment, les armes nucléaires jouent un rôle critique dans cette évolution. Elles peuvent influencer sur le cours du scénario, pas simplement dans ses phases les plus critiques ou aiguës. On se demande alors comment l'ombre de l'arme nucléaire pourra à l'avenir affecter un conflit régional. Évidemment la guerre en Ukraine trace une voie. C'est pourquoi, les pays d'Asie de l'Est la regardent avec attention. Cette guerre permet notamment d'observer comment l'implication de la menace nucléaire met aussi en question la crédibilité de la dissuasion élargie, notamment de la dissuasion nucléaire et du parapluie américain. La Chine observe d'un œil attentif la réaction et les actions des États-Unis en Ukraine. Le Japon suit également avec attention ce conflit. En plus d'avoir ses intérêts commerciaux et de sécurité menacés, le Japon se demande comment l'arme nucléaire pourra affecter le risque régional. Le pays craint le paradoxe de « stabilité-instabilité » qui gouverne la dissuasion. Selon ce paradoxe, la menace constante de l'usage de l'arme nucléaire apporte une stabilité entre les grandes puissances nucléaires. En revanche, l'instabilité se produit au niveau régional, où un État non doté peut être attaqué par un État doté, comme c'est le cas en Ukraine. Si la dissuasion a empêché la propagation du conflit en Europe, elle n'a pas empêché l'invasion de l'Ukraine. Un scénario similaire pourrait se produire en Asie de l'Est.

Le Japon et la Corée du Sud se préparent donc à un possible conflit. Tokyo renforce ses capacités conventionnelles. Il a augmenté ses dépenses militaires pour qu'elles atteignent 2 % du PIB contre 1 % précédemment. Le pays envisage aussi d'acquérir des capacités de frappe de longue portée, ce qui était pratiquement tabou dans le passé. Le Japon renforce aussi ses alliances et ses partenariats régionaux, comme le Dialogue quadrilatéral pour la Sécurité (ou *Quad*) entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde des années 2000 et 2010. Il envisage de

se joindre au deuxième pilier de l'*AUKUS* (Australie, États-Unis et Royaume-Uni) qui se concentre sur le développement de solutions de haute technologie à des fins de sécurité. Le Japon prévoit aussi des accords bilatéraux avec d'autres partenaires régionaux, comme l'Australie ou les Philippines, notamment pour les questions de liberté de navigation.

La désinhibition nucléaire russe a aussi entraîné l'émergence d'un débat au Japon et en Corée sur le partage des armes nucléaires américaines, ce qui était jusqu'ici impensable. Derrière cette question c'est la problématique de la crédibilité de la dissuasion nucléaire. Le partage de l'arme nucléaire laisse aux États-Unis un droit de *veto* quant à son usage, ce qui pose un problème de crédibilité pour les pays d'Asie de l'Est. Par ailleurs, le partage nucléaire irait à l'encontre de trois principes jusque-là respectés par le Japon et la Corée du Sud : celui de ne pas se doter de l'arme nucléaire, de ne pas l'utiliser, et de ne pas non plus l'introduire. Les mentalités des deux peuples commencent à évoluer, notamment sur ce dernier principe. Selon deux récents sondages, 70 % du public japonais est en faveur d'une discussion, ou d'un débat sur le partage nucléaire. En Corée, 70 % des répondants au sondage étaient en faveur de l'option nucléaire nationale. Néanmoins, les experts coréens sont plus mesurés. Ils pointent du doigt que la Corée n'a pas les capacités technologiques de produire une arme nucléaire. De plus, tout comme le Japon, même si la Corée du Sud se dotait de l'arme nucléaire, elle aurait besoin de l'aide des États-Unis pour gérer la menace nord-coréenne. La solution la plus évidente est donc de renforcer l'alliance avec les États-Unis.

Maintenant, pour ce qui est de l'aspect international, en prenant plus de recul dans la réflexion, il me semble qu'on est face à un dilemme de l'ordre libéral international. Imaginez, que l'Ukraine et l'Otan se rapprochent de la victoire, le risque de l'usage de l'arme nucléaire par la Russie augmenterait. Pour éviter une catastrophe nucléaire, il serait essentiel de conclure un accord avec la Russie. Cela voudrait dire trouver un compromis avec un pays ayant violé l'ordre libéral international. Cet ordre, basé sur la règle, s'en trouverait ébranlé. Une manière de préserver et de rétablir la confiance dans l'ordre libéral serait de relever le défi que pose le « Sud global ». Les pays du « Sud global » sont les premiers lésés par la guerre en Ukraine. Ils sont durement touchés puisqu'ils en subissent les conséquences en termes d'importation de produits alimentaires ou d'énergie. C'est cela le dilemme : comment préserver l'ordre libéral international sans être pour autant remis en question par le Sud global ? Préserver l'ordre international libéral semble impossible sans l'aide de ces pays, qui pour l'instant se montrent déçus par la réaction de l'Occident aux conséquences de la guerre en Ukraine qu'ils subissent.

Le contrôle des armements et du désarmement

J'ajouterai une dernière observation nourrie de mon expérience et de ma connaissance du domaine du contrôle des armements et du désarmement.

Comment faut-il actuellement envisager la question du contrôle des armements en Asie de l'Est ? En ce moment, les perspectives sont assez limitées parce que la Chine n'est pas prête, à ce stade, à parler de contrôle des armements. Il est néanmoins important pour nous de réfléchir aux problématiques qu'il faudrait pouvoir traiter par le biais de ces contrôles. En général, il y a trois fonctions au contrôle des armements. Premièrement, il y a la gestion et la réduction des risques ; deuxièmement, la gestion de la relation stratégique ; et troisièmement, le dialogue, qui sert de plateforme pour construire la confiance. Pour le court terme, la gestion des risques est très efficace, mais à plus long terme, c'est le dialogue qui est essentiel.

Si des traités de non-prolifération et de contrôle ont pu être établis entre les États-Unis et l'URSS durant la guerre froide, il apparaît plus compliqué d'y parvenir aujourd'hui avec la Chine. Pékin refuse le dialogue sur ce sujet. Les récents développements de son arsenal remettent aussi en question sa doctrine de *no first use*, ou non-emploi de l'arme nucléaire en premier. Ce désintérêt chinois pour le dialogue découle de plusieurs éléments. Tout d'abord, il existe une asymétrie entre les intérêts chinois et américains, et entre leurs capacités militaires, avec une poussée chinoise vers une supériorité aérienne et maritime. Ensuite, l'établissement de traités de contrôle des armes nucléaires doit désormais se faire avec trois grandes puissances nucléaires. La Chine s'est invitée à la table des deux grands de la guerre froide, tout en ayant une proximité affichée avec la Russie. Cela donne lieu à une situation de « deux contre un », complexifiant le rapport de force existant jusqu'à présent. Il devient plus difficile de trouver un équilibre. Enfin, les trajectoires de chacune de ces grandes puissances nucléaires ne permettent pas de converger. La Russie est une puissance sur le déclin, les États-Unis sont sur le *statu quo* et la Chine se perçoit comme une puissance grandissante. Selon les différentes projections de puissance, chaque pays va avoir des comportements différents et des attentes contrastées voire opposées. Il est donc difficile pour les trois de trouver un accord.

Trois idées méritent d'être mises en évidence pour conclure. Premièrement, les risques nucléaires sont en augmentation en Asie et ils se mêlent à ceux de possibles conflits régionaux à Taïwan et dans la péninsule coréenne. Il y a donc un enchevêtrement multidomaine, qui comprend la guerre hybride, sous l'ombre de la menace nucléaire. Deuxièmement, tous les alliés des États-Unis dans la région choisissent, à cette heure, de renforcer leur alliance avec eux. Malgré certains doutes, ils recherchent de la part des Américains des garanties de dissuasion nucléaire élargie plutôt que de se doter de leur propre capacité de dissuasion. Troisièmement, alors que le contrôle des armements est le moyen le plus efficace de gérer et d'éviter les risques nucléaires, et de réduire ces menaces, cette solution n'est finalement pas préférée en Asie de l'Est, notamment à cause de la Chine et de ses choix.

4 mars 2024